

Le ministre est-il en train de réexaminer la décision de l'Office national du film qui entend imposer des redevances aux commissions scolaires locales et à d'autres groupes canadiens qui font usage de ces films au Canada?

M. l'Orateur: Je doute que cette question soit d'une urgence telle qu'elle ne puisse attendre. C'est, selon moi, le genre de question qui devrait normalement être inscrite au *Feuilleton* mais comme nous prendrons sans doute quelques jours de congé pour Noël et le Nouvel An, la question peut être autorisée.

[Français]

L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État): Monsieur le président, le secrétaire d'État n'a pas l'habitude de s'ingérer dans les matières de régie intérieure de l'Office national du film. Ayant reçu, toutefois, de plusieurs députés, tant du côté ministériel que de l'opposition, des représentations à ce sujet, j'ai demandé, comme je l'ai déjà dit à la Chambre, un rapport sur ce qui avait motivé une telle initiative. Ce rapport a été reçu et j'ai l'intention d'en discuter avec les autorités de l'Office national du film.

SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

L'USAGE DES CYCLAMATES DANS LES ALIMENTS DE RÉGIME

[Traduction]

M. P. B. Rynard (Simcoe-Nord): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Elle fait suite au renvoi de l'administrateur des aliments et drogues qui a fait bannir l'usage des cyclamates aux États-Unis et à l'absence d'une politique bien définie quant à leur usage au Canada alors que cela touche la vie quotidienne de milliers de gens qui doivent les employer à cause de leur régime. Le ministre peut-il nous dire quelles mesures on a prises pour résoudre ce problème inquiétant?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Notre date limite pour le retrait des cyclamates reste inchangée, comme le sait la Chambre et comme le député devrait le savoir. Quant à ses commentaires au sujet de l'administration des aliments et drogues aux États-Unis, cette décision était envisagée depuis un certain temps et n'a rien à voir avec la question des cyclamates.

LE CANADIEN NATIONAL

LES MUTATIONS D'EMPLOYÉS DE BELLEVILLE À MONTRÉAL

M. Lee Grills (Hastings): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser ma question au ministre

[M. Broadbent.]

des Transports, à qui j'en ai donné préavis. Étant donné la décision du Canadien National de transférer bon nombre d'employés du bureau des contrôleurs de la région Rideau, de Belleville à Montréal, où ils devront déménager avec leurs familles, le ministre voudrait-il user de ses bons offices et de son influence pour prévenir ce déplacement, qui suscite de graves difficultés à de loyaux employés de longue date?

Des voix: Bravo!

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député a présenté ses instances au ministre.

M. Grills: A 10 heures, monsieur l'Orateur.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE NIGÉRIA ET LE BIAFRA—LES POURPARLERS—LES VIVRES

M. R. N. Thompson (Red Deer): J'ai une question à poser au premier ministre. Étant donné que son adjoint du service législatif, M. Ivan Head, est à Lagos aujourd'hui...

Une voix: Il est à la tribune actuellement.

Une voix: Ivan le Terrible.

M. Thompson: Peut-être était-il là-bas hier. Je me demande si lui ou le secrétaire d'État aux Affaires extérieures pourrait dire à la Chambre, premièrement, si le Nigéria a l'intention de prendre part aux pourparlers prévus et que souhaitent les autorités du Biafra en Éthiopie et deuxièmement, si on a conçu ou non des nouveaux projets pour l'acheminement de vivres au Biafra.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, il est vrai que M. Head, de mon bureau, s'est entretenu au cours de la fin de semaine avec le chef du gouvernement nigérian. Ils se sont entretenus surtout des moyens d'amener des approvisionnements de secours supplémentaires dans toutes les zones assiégées du Nigéria. Nous avons soumis une proposition qui pourrait comporter l'emploi d'avions canadiens et qu'examinent actuellement les autorités nigérianes.

L'OFFICE NATIONAL DU FILM

DEMANDE DE DÉCLARATION SUR LE RÔLE

M. John Burton (Regina-Est): Ma question s'adresse au secrétaire d'État. A la suite des instances présentées à la Chambre ou ailleurs au sujet de l'avenir de l'Office national du film, le ministre a-t-il examiné davantage la question et serait-il prêt à faire une déclaration avant le congé de Noël où il reconnaîtra